

Chambre des Représentants.

SESSION DE 1848 — 1849.

COMMISSION DES PÉTITIONS.

FEUILLETON N° 6.

M. TOUSSAINT, 1^{er} rapporteur.

- | Numéros
du
Feuilleton. | Numéros
du registre des
pétitions. | |
|------------------------------|--|---|
| 1. | 4429. | Par pétition datée d'Heverlé, le 8 janvier 1849,
Le conseil communal d'Heverlé réclame contre la nomination du bourgmestre de cette commune. — Concl. —
Ordre du jour. |
| 2. | 4392. | Par pétition datée d'Anvers, le 10 janvier 1849,
Le sieur Vermeulen, fabricant de meubles, à Anvers, demande que le Gouvernement accorde à sa femme et à ses enfants, ainsi qu'à lui, le passage gratuit, soit au Brésil, soit à Guatemala. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur. |
| 3. | 4366. | Par pétition datée d'Oost-Roosebeke, le 20 décembre 1848,
Quelques habitants d'Oost-Roosebeke prient la Chambre de leur procurer les moyens de se transporter sans frais aux États-Unis d'Amérique. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur. |
| 4. | 4310. | Par pétition datée de Bruxelles, le 17 décembre 1848,
Le sieur Thibou prie la Chambre d'ordonner une enquête sur des faits graves qui se seraient passés au régiment des guides. — Concl. — Ordre du jour. |

5. 4430. Par pétition datée de Malines, le 26 décembre 1848,
4364.
4399. Les docteurs en médecine, en chirurgie et en accou-
4402. chements à Malines, demandent l'abolition de l'impôt
4426. patente sur ceux qui exercent la profession médicale.
- Même demande de plusieurs docteurs en médecine,
en chirurgie et en accouchements à Anvers et à Wille-
broeck, dans les arrondissements d'Ypres et de Furnes,
et dans la province de Luxembourg. — Concl. — Renvoi
à M. le Ministre des Finances.
6. 4335. Par pétition datée de Dixmude, le 13 décembre 1848,
4351.
4359. Plusieurs habitants de Dixmude demandent que le
4386. tribunal de première instance de Furnes soit transféré à
4397. Dixmude.
4423. Même demande de plusieurs habitants de Merckem,
Wercken, Eessen, Zarren, Bovekerke, Vladloo, Beerst,
Woumen, Clercken, St-Jacques-Cappelle, Oudecappelle.
— Concl. — Renvoi à M. le Ministre de la Justice.
7. 4431. Par pétition datée de Lombaertzyde, le 19 janvier 1849,

Le conseil communal de Lombartzyde demande que
le tribunal de première instance de Furnes soit transféré à
Nieuport, s'il ne devait être maintenu à Furnes. — Concl.
— Renvoi à M. le Ministre de la Justice.
8. 4381. Par pétition datée de Loo, le 3 janvier 1849,
4427.

Le conseil communal de Loo prie la Chambre de rejeter
la demande tendant à faire transférer à Dixmude le tri-
bunal de première instance de Furnes.
- Même demande de plusieurs habitants de Proven et de
Nieucappelle et des conseils communaux de Furnes,
Watou, Haringhe et Leysele. — Concl. — Renvoi à
M. le Ministre de la Justice.
- M. JACQUES, 2^{me} rapporteur.
9. 4390. Par pétition datée de Gesves, le 1^{er} janvier 1849,

Plusieurs habitants de Gesves et d'Obey demandent la
révision de la loi sur l'enseignement primaire. — Concl.
— Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.

10. 4334. Par pétition datée de Merckem, le 17 décembre 1848,

Le sieur Marchant demande un changement dans le système des inspections des écoles primaires, la réduction des traitements des gouverneurs de province et des chefs diocésains, la substitution de jetons de présence à l'indemnité dont jouissent les Représentants, le transfert du tribunal de première instance de Furnes à Dixmude ou la suppression de ce tribunal. moyennant un changement de circonscription des arrondissements judiciaires de Bruges et d'Ypres. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.

11. 4324. Par pétition datée de Fosses, le 16 décembre 1848 ,
 4307.

Les instituteurs communaux et adoptés du canton de Fosses proposent des modifications à la loi sur l'enseignement primaire, dans le but d'améliorer la position et l'avenir des instituteurs.

Même demande des instituteurs primaires du canton de Beaumont. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.

12. 4313. Par pétition sans date,

Les instituteurs des cantons d'Uccle, Anderlecht et Assche, et plusieurs instituteurs dans la Flandre orientale demandent que leur traitement soit à la charge de l'État. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.

13. 4179. Par pétition datée de Straimont, le 26 novembre 1848,

Les membres du conseil communal de Straimont prient la Chambre de rapporter la loi sur l'enseignement primaire, ou d'obliger le Gouvernement à subvenir aux frais de l'instruction primaire, suivant les prescriptions de l'art. 23 de la loi. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.

14. 3474. Par pétition datée de Lille-St-Hubert, le 16 janvier 1848,
 3543.
 3622.

Les membres du conseil communal de Lille-St-Hubert demandent que la langue flamande soit enseignée dans les établissements d'instruction publique; qu'elle fasse partie du programme de tous les examens; que, dans les provinces flamandes, les tribunaux et les administrations soient obligés d'en faire usage et que tous les fonction-

naires publics soient tenus de la comprendre et puissent la parler.

Même demande des conseils communaux d'Achel, Caulille et Hamont. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.

15. 4350. Par pétition datée de Laplaigne, le 12 décembre 1848,

Le sieur Basiez, instituteur communal à Laplaigne, prie la Chambre de lui accorder la remise du droit d'enregistrement qui lui a été réclamé pour son acte de naturalisation ordinaire. — Concl. — Ordre du jour.

16. 4365. Par pétition datée de Termonde, le 20 décembre 1848,

Les sieurs De Ceuleneer et Peeters, président et secrétaire de la société de médecine à Termonde, proposent des mesures qui ont pour but d'améliorer la situation du corps médical. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.

M. VAN DEN BRANDEN DE REETH, 3^{me} rapporteur.

17. 4271. Par pétition datée de Desschel, le 9 décembre 1848,
4167.
4185. Le conseil communal de Desschel demande l'abrogation de la loi du 10 février 1843, qui met à charge des
4221. riverains une partie des frais de canalisation de la Campine.
4255.

Même demande des conseils communaux de Gheel, Oevel, Norderwyk, Lommel, Merxplas et Rethy. — Concl. — Renvoi à MM. les Ministres des Finances et des Travaux publics.

18. 4198. Par pétition datée de Lichtaert, le 25 novembre 1848,

L'administration communale de Lichtaert demande que cette commune soit exemptée de contribuer dans les dépenses de la canalisation de la Campine.

Même demande de l'administration communale de Casterlé. — Concl. — Renvoi à MM. les Ministres des Finances et des Travaux publics.

